

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 13/012/2007 – ÉFAI

1^{er} novembre 2007

AU 285/07

Craintes pour la sécurité / Torture / Prisonnier d'opinion

BANGLADESH

Jahangir Alam Akash (h), journaliste, défenseur des droits humains

Le défenseur des droits humains Jahangir Alam Akash a été arrêté le 24 octobre. Selon certaines informations, il a été sauvagement torturé et n'a pas reçu les soins médicaux dont il a besoin de toute urgence.

Aux environs de deux heures du matin, une dizaine d'agents en civil du Rapid Action Battalion (RAB, Bataillon d'action rapide) sont venus tambouriner à la porte du domicile de Jahangir Alam Akash, dans la ville de Rajshahi (nord-ouest du pays). Son épouse ne les a pas laissés entrer jusqu'à ce qu'ils se présentent. Elle a ensuite demandé à voir un mandat de perquisition, mais les hommes ont refusé, indiquant qu'ils voulaient entrer pour rechercher des « *armes illégales* » dans la maison. Craignant qu'ils ne profitent de l'absence de témoins pour tuer son époux, elle a demandé à plusieurs voisins de venir assister aux événements. Les agents du RAB ont attrapé Jahangir Alam Akash et l'ont violemment giflé au visage en criant des injures. Puis, ils lui ont passé les menottes, ont recouvert sa tête d'un tissu noir et l'ont emmené.

Jahangir Alam Akash a été conduit dans un camp militaire voisin, où il aurait été roué de coups. Ensuite, il a été transféré à l'hôpital de la prison de Rajshahi, où il se trouve actuellement. Selon les informations recueillies, il présente des coupures et des ecchymoses sur l'ensemble du corps, ses jambes sont très enflées et il est incapable de marcher. Il semble qu'il ne reçoive pas les soins médicaux dont il a besoin dans cet hôpital.

Jahangir Alam Akash est à la tête des sections locales de deux organisations non gouvernementales (ONG) : Task Force against Torture (Groupe d'intervention contre la torture) et Bangladesh Institute of Human Rights (Institut bangladais des droits humains). Son attachement à la défense des droits humains a fortement influencé ses activités en tant que directeur du bureau de Rajshahi de la chaîne de télévision indépendante CBS News : le 2 mai, il a produit un reportage sur une tentative d'exécution extrajudiciaire à laquelle s'étaient livrés des membres du RAB le jour même à Rajshahi. Ce reportage a été diffusé à plusieurs reprises le 3 mai. Il comportait notamment un témoignage détaillé de l'épouse de la victime, qui expliquait que les membres du RAB avaient pénétré dans le domicile familial et tiré sur son époux, sous ses yeux et ceux de sa fille, alors qu'il n'opposait aucune résistance.

Ce soir-là, Jahangir Alam Akash a été menacé par téléphone par un homme se présentant comme un chef du bureau local du RAB. L'homme a déclaré à Jahangir Alam Akash qu'il n'aurait pas dû faire état des activités du RAB et l'a menacé de graves répercussions s'il se mêlait des affaires du RAB ou s'il produisait d'autres reportages sur le RAB. Ces menaces avaient été condamnées à l'échelle internationale, ce qui semble expliquer pourquoi le RAB a attendu jusqu'à maintenant avant de les mettre à exécution.

Le journaliste a été inculpé de « *chantage* » à la suite de plaintes émises le 23 octobre par un homme qui aurait été reconnu coupable de viol sur la base d'éléments de preuve fournis par Jahangir Alam Akash. Les proches de Jahangir Alam Akash ont indiqué que cette inculpation était arbitraire et motivée par des considérations politiques, et qu'il s'agissait d'un prétexte pour le maintenir en détention parce qu'il dénonce les atteintes aux droits humains commises par le RAB.

Jahangir Alam Akash a reçu de nombreuses menaces de mort en raison de ses activités ; il a en outre été agressé plusieurs fois après avoir écrit des articles critiques à l'égard de responsables politiques locaux. En juillet 2003, il a été enlevé : ses ravisseurs lui ont bandé les yeux et l'ont passé à tabac à la suite de la publication d'un rapport sur la rivalité existant entre deux groupes au sein du principal parti au pouvoir.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 11 janvier, le président Iajuddin Ahmed a décrété l'état d'urgence après plusieurs semaines d'affrontements violents. Ceux-ci étaient liés aux dates des élections et aux réformes électorales, et ont éclaté entre les sympathisants de l'ancienne coalition au pouvoir et ceux des partis qui y étaient opposés. Les élections qui devaient avoir lieu le 22 janvier ont été reportées jusqu'à nouvel ordre, et un nouveau gouvernement civil intérimaire, soutenu par l'armée, a été investi. En vertu de l'état d'urgence, les meetings politiques sont interdits et la liberté d'expression est fortement restreinte.

Des centaines de personnes auraient été tuées par le RAB, force de sécurité paramilitaire créée en mars 2004 et dont les membres sont issus de l'armée et de la police. Selon des sources gouvernementales, elles ont perdu la vie lors d'échanges de coups de feu entre des agents du RAB et des criminels présumés. Toutefois, des informations persistantes indiquent qu'il s'agit d'homicides délibérés imputables au RAB. Malgré cela, aucun membre du RAB n'a jamais été traduit en justice en relation avec ces faits.

À l'instar des gouvernements précédents au Bangladesh, le gouvernement intérimaire n'a pris aucune mesure pour protéger la population des abus de l'armée et du RAB ou pour déférer à la justice les membres de ces entités soupçonnés d'atteintes aux droits humains.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par l'arrestation, le 24 octobre, du journaliste Jahangir Alam Akash par des membres du RAB en civil, ainsi que par les actes de torture dont il aurait été victime pendant sa détention ;
- exhortez les autorités à libérer immédiatement et sans condition cet homme, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion qui n'a fait que diffuser des informations critiques à l'égard du RAB ;
- priez-les de veiller à ce que Jahangir Alam Akash soit protégé contre tout nouvel acte de torture et demandez instamment qu'il bénéficie de tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- exhortez les autorités à charger un organe indépendant, impartial et compétent d'enquêter sur les allégations de torture sur la personne de Jahangir Alam Akash et à traduire en justice les responsables présumés de ces actes.

APPELS À :

Chef du gouvernement intérimaire :

Dr Fakhruddin Ahmed

Chief Adviser

Office of the Chief Adviser

Bangladesh

Fax : +880 2 8113243

Courriers électroniques : info@pmo.gov.bd

Formule d'appel : *Dear Chief Adviser, / Monsieur,*

COPIES aux représentants diplomatiques du Bangladesh dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 13 DÉCEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.